

Toiles @ penser

Cahiers d'éducation permanente de

La Pensée et les Hommes

***Que faire face à la situation
géopolitique de l'Europe ?***

L'Europe et ses frontières

Midi de la Pensée libre

Dossier n° 2017 - 025

La Pensée et les Hommes

Émissions de philosophie et de morale laïque
pour la radio et la télévision – Publications

Fondateurs (1954)

Robert HAMAIDE, Georges VAN HOUT

Comité exécutif

Jacques CELS, Chemsî CHEREF-KHAN, Paul DANBLON, André DEJAEGERE,
Anne-Marie GERITZEN, Jacques Ch. LEMAIRE

Rubriques

Publications – Radio – Ateliers philosophiques – Conférences

Publications – Abonnements

Patricia ROLIN

02 650 35 90 – revues@lapenseeetleshommes.be

Secrétariat

Fabienne VERMEYLEN

02 640 15 20 – secretariat@lapenseeetleshommes.be

Adresse centrale

Avenue Victoria, 5 – 1000 Bruxelles
<http://www.lapenseeetleshommes.be>

La Pensée et les Hommes

Association reconnue d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Connaissez-vous nos publications ?

Nous publions annuellement trois dossiers thématiques et un numéro « Varia ».

Dans sa nouvelle conception, notre revue paraît annuellement sous la forme de trois livres brochés qui comptent chacun environ cent pages et regroupent le point de vue d'une dizaine de spécialistes du sujet traité.

Chaque volume ambitionne de faire le point sur une question relative à la philosophie et à la morale de notre temps ou de traiter en profondeur un sujet qui intéresse les défenseurs des idéaux laïques.

Comment s'abonner à nos publications ?

En effectuant un versement au profit du compte :

IBAN : BE46 0000 0476 6336

de *La Pensée et les Hommes* Asbl

Le prix de l'abonnement annuel s'élève à 30 € (pour trois volumes thématiques et un numéro de « Francs-Parlers ») ou plus pour un abonnement de soutien. Si votre domicile implique un envoi par voie aérienne, majorerez s'il vous plaît votre versement de 10 €.

Pour en savoir plus, visitez notre site Internet

<http://lapenseeetleshommes.be>

Les numéros relatifs à l'abonnement pour l'année 2017 seront consacrés aux thèmes suivants (sous réserve) :

n° 105 – *De l'indignation à l'action : une volonté humaniste*

n° 106 – *Amoretum*

n° 107 – *Concilier islamité et citoyenneté en Wallonie. Comment ? Avec qui ?*

n° 108 – *Francs-Parlers 2017*

Que faire face à la situation géopolitique de l'Europe ?

L'Europe et ses frontières

Midi de la Pensée libre avec la participation de Jean MARSIA

On parle beaucoup de l'Europe comme étant un seul bloc, mais on sait très bien que l'Europe a plusieurs vitesses. Mais que fait-on par rapport aux menaces et aux relents indépendantistes qui existent, comme c'est le cas en Catalogne ?



1180
La mise en place de l'Europe médiévale



1250
L'Europe après les invasions mongoles



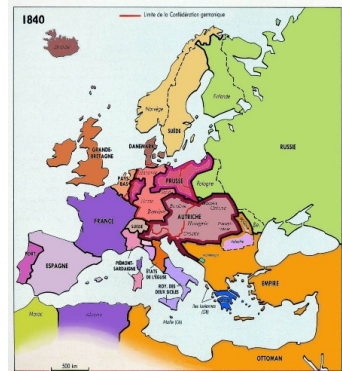
1360
L'Europe à l'époque de
la guerre de Cent Ans.



L'Europe en 1750



1811
L'Europe napoléonienne



1840
La restauration en Europe



1885
L'émergence des petites nations



1942
L'Europe de l'« Ordre nouveau »
hitlérien



1961
L'Europe de Yalta, entérinée par
Franklin Roosevelt



1991
L'Europe à la chute du mur de
Berlin, entérinée par Mikhaïl
Gorbatchev



1996
L'Europe depuis la désagrégation de
l'URSS et de la Yougoslavie



L'Europe en 2016 et
l'Union européenne en jaune

Les différentes cartes de l'Europe, depuis le XI^e siècle jusqu'à nos jours, montrent à quel point les frontières évoluent à une vitesse phénoménale et avec une ampleur phénoménale. Ceux qui croient que les frontières actuelles de l'Europe vont rester fixes pendant mille ans se trompent probablement.

On a connu, en Europe, mais c'est avant son adhésion à l'Union européenne, la scission de la Tchécoslovaquie. Les Tchèques et les Slovaques ont décidé de se séparer et ils ont adhéré ensuite, séparément, à l'OTAN et à l'Union européenne. Cela n'a pas posé de problème particulier. Et aujourd'hui, en Europe, on constate que la Tchéquie et la Slovaquie développent des coopérations, et en particulier dans le domaine de la

défense. Auparavant, ils n'avaient qu'une seule école militaire à Brno pour la Tchécoslovaquie. Depuis la séparation, les Slovaques ont dû créer leur propre structure, alors qu'ils sont à vingt-cinq kilomètres de Brno. À l'heure actuelle, la Tchéquie gère la surveillance aérienne de la Slovaquie, car les Slovaques n'ont pas d'avions, etc.

Sur le plan de la gouvernance, sur le plan de la politique économique, sociale, du développement commercial, etc., même si cette scission a apporté beaucoup, en particulier à la Slovaquie qui avait toujours été opprimée par l'État tchécoslovaque, et qui a permis à la Slovaquie d'avoir un très grand succès à tel point qu'elle est, elle, entrée dans l'euro zone, alors que la Tchéquie n'y est pas, cela n'aurait aucun sens de proposer aux Slovaques de recomposer la Tchécoslovaquie. Mais ils conçoivent que, dans le domaine de la Sécurité-Défense, ils sont trop petits et qu'ils ont intérêt à s'associer. Cela prouve que la séparation d'un État européen ne paraît pas non négociable.

On ne sait pas, en Belgique, ce qu'il se passerait si, par hypothèse, après les prochaines élections, la NVA et le *Vlaams Belang* peuvent faire ensemble la majorité en Flandre. Ils n'hésiteront sans doute pas à dire : « Bye bye Belgium ».

En Catalogne, l'attitude de Mariano Rajoy¹ a plutôt tendance à stimuler l'activité des indépendantistes catalans. Si la Catalogne se sépare de l'Espagne, ce n'est pas un drame absolu pour l'Espagne, puisque cela a déjà été le cas au XVIII^e siècle. On pourrait également se demander si l'on doit tolérer que le Portugal et l'Espagne soient séparés, puisqu'il fut une époque où le roi Philippe II régnait sur les deux royaumes.

En Suisse, il y a quelques années, il y a eu de violences assez graves entre certaines parties de cantons francophones qui voulaient se séparer de certains de cantons germanophones. Ils ont trouvé une formule de compromis et cela a permis à la Confédération helvétique de continuer. Si la Corse décidait de devenir indépendante, les Corses seraient économiquement très mal en point, mais cela fait partie des choses qui sont possibles. Le Sud-Tyrol pourrait décider de rejoindre l'Autriche... Il y a une série de régions d'Europe qui pourraient bouger.

¹ Mariano RAJOY BREY (1955) est un homme d'État espagnol membre du Parti populaire. Il est président du gouvernement depuis décembre 2011. Arrivé en tête à la majorité relative lors des deux consultations, le Parti populaire parvient à se maintenir au pouvoir en conséquence d'une grave crise interne des socialistes, qui s'abstiennent lors du vote d'investiture. Ainsi en novembre 2016 et après dix mois d'administration provisoire, Mariano Rajoy entame son second mandat de président du gouvernement.

Si on voit les choses avec un peu de réalisme, on devrait pouvoir les gérer correctement.

En France, ils ont soudainement décidé de réduire le nombre de régions de moitié à l'époque de François Hollande : cette scission fait partie des évolutions normales dans la vie d'un continent que l'on doit pouvoir gérer.

Tout comme aux États-Unis, le changement de statut de Porto Rico et d'États associés à État à part entière peut également se discuter.

Cela ne semble fondamental pour l'avenir de l'Europe.

C'est toute autre chose à propos des régions ou des États qui, à un moment donné, se mettent hors norme par rapport à l'Union européenne. Telle que la Hongrie de Viktor Orbán², par exemple, ou le PiS³ polonais, au vu de leur façon de traiter la magistrature, les universités, etc. qui, manifestement, sont complètement hors norme par rapport aux valeurs et aux principes définis dans les traités européens. L'Europe devrait être beaucoup plus ferme à leur égard en leur infligeant des sanctions plus claires et plus efficaces, et fasse en sorte que de tels dysfonctionnements, au sein de l'Europe, ne soient pas tolérés.

Pour la survie de l'Europe : car si elle ne réagit pas, elle perdra complètement sa crédibilité. On a eu le même risque par rapport au *Brexit*⁴. Si l'Europe n'avait pas été ferme sur le *Brexit*, cela aurait pu inciter à d'autres États quitter l'Europe. Le fait qu'un certain nombre d'États et de peuples constatent à quel point l'évolution va être problématique pour la Grande-Bretagne n'encourage pas d'autres départs.

Il faut se souvenir des inconvénients que comportait un voyage en dehors de la Belgique, les files d'attente aux postes de douane, la perte d'argent et de temps lorsque l'on devait changer le franc belge en une autre devise dans une banque et qu'au retour de voyage, les banques ne changeaient que les billets.

² Viktor ORBÁN (1963) est un juriste et homme d'État hongrois, membre et président du *Fidesz-Union civique hongrois* (Fidesz-MPSz) et Premier ministre de Hongrie. Menant, durant son second mandat, une politique résolument conservatrice calquée sur une « révolution nationale » dont il s'est fait le chantre durant la campagne électorale de 2010, il s'attire les foudres de l'Union européenne et de ses opposants, qui lui reprochent sa vision conservatrice et eurosceptique de la Hongrie de même que son refus, en pleine crise migratoire, d'accueillir des réfugiés dans son pays.

³ *Droit et justice* (PiS) est un parti politique polonais fondé en 2001. D'idéologie conservatrice et eurosceptique, il comptait, en novembre 2012, environ 21 800 adhérents et est membre au niveau européen de l'Alliance des conservateurs et réformistes européens.

⁴ De l'anglais *Brexit*, lui-même mot-valise de *British* (« britannique ») et de *exit* (« sortie »), par analogie avec *Grexit*.

Il n'y a que des gens comme Boris Johnson⁵ qui peuvent prétendre que le retrait de l'Europe est un bienfait. Se retirer sous-entend perdre tous les avantages de l'intégration à l'Union européenne.

La gestion de frontières, en interne, doit pouvoir se faire. La gestion de frontières extérieures, par contre, est absolument essentielle qu'il s'agisse de la question de savoir si on entre ou si on sort, qu'il s'agisse de la question de sécuriser les frontières terrestres et maritimes par rapport aux flux migratoires, mais aussi aux différents trafics et aux mouvements des terroristes.

Les promoteurs de Schengen⁶, dont Jean-Claude Juncker⁷ est le dernier survivant, se sont complètement trompés en n'imaginant pas que la suppression des frontières intérieures nécessitait absolument la mise en place d'un contrôle « ferme » des frontières extérieures. Vouloir simplement confier aux États la gestion de leurs propres frontières en leur signifiant qu'ils ont une frontière européenne, mais que l'Europe ne fera rien pour les aider, est une aberration totale.

La longueur de la côte belge est de soixante kilomètres, mais quelle est la longueur de la côte grecque ou la longueur de la côte italienne ? Comment la Grèce ou l'Italie pourraient-elles gérer leurs frontières maritimes ? C'est absolument impossible. Seule l'Union européenne peut le faire.

Angela Merkel justifie sa politique vis-à-vis de la Turquie en disant que l'on n'avait pas d'autre choix. Pour gagner les élections, il fallait impérativement éviter de répéter, en 2016 et 2017, le même scénario qu'en 2015. Même si les Allemands sont très fiers d'avoir accueilli ce million de réfugiés, un certain seuil a été atteint et ils se sont rendu compte que continuer dans cette même direction, c'était ouvrir la porte à l'extrême droite. Cela illustre bien les dérives de la politique européenne actuelle. La décision qui a été prise est radicalement contraire aux valeurs défendues par l'Union européenne.

⁵ Boris JOHNSON (1964) est un homme politique britannique, membre du Parti conservateur et secrétaire d'État des Affaires étrangères et du *Commonwealth* du Royaume-Uni.

⁶ La *Convention de Schengen* organise l'ouverture des frontières entre les pays européens signataires. Pour les citoyens européens et les membres de leur famille, la libre circulation dans l'Union européenne découle en outre de la directive 2004/38/CE. Le territoire ainsi délimité est communément appelé « espace Schengen », du nom du village luxembourgeois de Schengen, où a été signé l'accord entre les cinq États concernés à l'époque, le 14 juin 1985.

⁷ Jean-Claude JUNCKER (1954) est un homme d'État luxembourgeois, président de la Commission européenne depuis le 1^{er} novembre 2014. Juncker est désigné, en 2014, pour remplacer José Manuel Durão Barroso à la présidence de la Commission européenne. Il est peu après impliqué dans l'affaire des *Luxembourg Leaks*, scandale financier concernant des centaines d'accords fiscaux très avantageux conclus par des multinationales avec le fisc luxembourgeois afin d'échapper aux impôts des autres pays européens.

L'Union européenne n'a fait son devoir ni vis-à-vis de la Turquie, car on n'a pas aidé la Turquie, dès le début de la crise en Syrie, il y a six ans, a stabilisé les réfugiés syriens qui étaient arrivés chez eux. On n'a pas aidé la Jordanie, on n'a pas aidé le Liban, on n'a strictement rien fait. Pas plus que l'on n'a aidé l'Italie, depuis dix ans, à accueillir ces réfugiés, pas plus que l'on n'a aidé la Grèce à accueillir ces réfugiés. L'Europe a été défaillante du début à la fin. On sait donner des milliards d'euros à des ONG qui dépensent l'argent en Afrique centrale et on ne fait rien pour des problèmes concrets qui se posent chez nous, à notre périphérie sud. On n'a rien fait non plus pour sécuriser la frontière à l'Est. Ce sont l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et la Pologne qui ont dû sécuriser la frontière à l'Est, alors que c'était devenu aussi un vecteur d'immigration, de trafics multiples et d'infiltrations terroristes. C'est la défaillance de nos hommes politiques européens qui amènent à ces problèmes. Il faut absolument que, au niveau de l'opinion publique, on les mette devant leurs responsabilités, faute de quoi leur comportement se poursuivra. Les critiques qui ont été formulées, à l'époque, contre Angela Merkel, émanant de différents milieux, ont finalement amené à un changement politique qui n'est pas le plus heureux. Il a été choisi, lors d'une négociation avec Erdogan, de payer la Turquie pour qu'elle garde les réfugiés en Turquie. Du côté de l'Italie, ils ont négocié avec la Libye pour qu'elle garde les réfugiés en Libye, dans des conditions bien plus dramatiques que celles que l'on connaît en Turquie. Les réfugiés sont laissés aux mains de clans mafieux qui les torturent pour extorquer de l'argent aux familles. Ce sont des situations absolument révoltantes pour lesquelles l'Europe ne fait rien. L'Europe a simplement externalisé son problème. À court terme cela peut marcher, à moyen terme le *boomerang* revient toujours dans la figure de celui qui l'a lancé.

Ce sont des exemples concrets de dysfonctionnement qui justifient le fait que l'on prenne réellement « action » et que l'on dise à nos hommes politiques que, dans ces conditions, on ne leur fait plus confiance et que l'on votera pour quelqu'un d'autre.

Nos Toiles @ penser 2016

disponibles sur demande et sur notre site <http://www.lapenseeetleshommes.be>

La COP21 a-t-elle eu raison d'éluder le problème de la surpopulation et de la croissance démographique ?, Michel BALIEUS
Représentations du corps et pratiques corporelles : le cas de l'obésité au Burkina Faso, Julie D'HAUSSY

Ambitions de la laïcité

Universaliser la laïcité, est-ce possible ?, Raymond RENARD
Pour une contribution de la Francophonie institutionnelle à l'universalisation de la laïcité, Raymond RENARD
Considérations sur l'imaginaire des langues, Raymond RENARD
Des fragments d'un texte inédit de George Weis (1932-2014), Stéphane LOURYAN
La laïcité expliquée aux jeunes
La naissance de la laïcité, Marc MAYER
Le cheminement, Marc MAYER
La laïcité à la belge, Marc MAYER
Que peut-on entendre par une société laïque ?, Marc MAYER
Peut-on parler de « pilatisation » en ce qui concerne la laïcité ?, Marc MAYER

Avancées en faveur de l'éducation

Et si l'avenir de l'école demandait un retour à la tradition...
Acquisition et transmission des savoirs, Agora Pensée libre
Le savoir en perdition, Agora Pensée libre
La résistance passive, Agora Pensée libre
Le rôle parental, Agora Pensée libre
Le manque de moyens, Agora Pensée libre

Réflexion philosophique

Marguerite Yourcenar : le sens et le sensoriel, Jacques CELS
La beauté à vivre, Jacques CELS
Le roman impossible, Jacques CELS
La phrase épanouie de Guy Vaes, Jacques CELS

Réflexion à propos de l'islam

- Les musulmans d'Europe et la réforme de l'islam*, Chemsî CHEREF-KHAN
Peut-on dire : « Amis musulmans, conciliez votre islamité avec notre citoyenneté ; ou partez » ?, Chemsî CHEREF-KHAN
La démocratie turque est malade. Mais pas encore dans le coma,
Chemsî CHEREF-KHAN
Les Kurdes : entre les contraintes du facteur religieux et l'aspiration à l'émancipation nationale ?, Volkan BALMAN

Lutte contre les fausses croyances et les fausses sciences

- L'Évangile sociale dans le borinage*, Alain GOLDSCHLÄGER
Situation sociale et religieuse en Belgique au XIX^e siècle,
Alain GOLDSCHLÄGER
Des versets sataniques, Willy DE WINNE
Une poutre dans l'œil de l'autre. (Pladoyer pour un œcuménisme monothéiste),
Willy DE WINNE

Conflits culturels en Belgique

- Les Francophones de Flandre*, Luc BEYER DE RYKE
Wallonie-Flandre : deux ethnies ?, Libres propos de Jules GHEUDE et de Pierre STÉPHANY
L'Union fait-elle toujours la force ?, Libres propos de Vincent DUJARDIN et de Michel DUMOULIN

Personnalité

- François Perin, défenseur de la Wallonie*, Libres propos de Jules GHEUDE
François Perin, une vie d'intellectuel, Libres propos de Jules GHEUDE
François Perin, le penseur laïque, Libres propos de Jules GHEUDE

Les guerres mondiales

- Quelles raisons de la collaboration ?*, Libres propos de Luc BEYER DE RYKE
De la résistance à un court séjour au maquis, Paul-François RYZIGER
La cérémonie à Berlin, Paul-François RYZIGER

Les génocides

La difficile reconnaissance du génocide des Arméniens, Évelyne DE MELVIUS
Le génocide arménien, Libres propos d'Édouard JAKHIAN et de
Jean-Baptiste BARONIAN
Le génocide rwandais, Libre propos d'Alain GOLDSCHLÄGER

Le droit de grève et le droit au travail

La grève, un droit soutenu par la FEB Libres propos de
Philippe LAMBRECHTS
La grève... un constat d'échec ?, Libres propos d'Olivier VALENTIN
Droit collectif ou droit individuel, Libres propos de
Catherine MOUREAUX
Et les travailleurs dans tout ça ?, Libres propos de Raoul HEDEBOUW
Gentlemen's agreement or not ..., Libres propos de
Philippe VAN MUYLDER
La grève de part et d'autres, Cercle du libre examen

Retrouvez la liste complète de nos *Toiles@penser* sur notre site internet à
l'adresse www.lapenseeetleshommes.be, sous l'onglet Toiles.

Vous pouvez également obtenir la liste de nos *Toiles@penser* ou une de nos
Toiles@penser en version papier sur simple demande au 02 640 15 20 ou par
mail à secretariat@lapenseeetleshommes.be.

**Vous souhaitez être tenu(e) au courant
de nos publications
et de nos programmes d'émissions
télévisées et radiophoniques ?**

Rien de plus simple,
consultez notre site internet
<http://www.lapenseeetleshommes.be>

ou

renseignez-nous votre adresse de courriel
et nous vous enverrons mensuellement nos programmes détaillés



La Pensée et les Hommes ASBL

Avenue Victoria 5 – 1000 Bruxelles
Tél. 02 640 15 20 – 02 650 35 90
secretariat@lapenseeetleshommes.be
christiane.loir@ulb.ac.be

Visitez notre site

www.lapenseeetleshommes.be

Association reconnue d'éducation permanente
par la Communauté française

